

Actualité des luttes (ADL)

Émission du jeudi 19 décembre 2024,

Interview avec le SGT, syndicat des gardiens et gardiennes de troupeaux, avec B, C, et D.

ADL : Dans cette interview du SGT, nous avons pu revenir sur les différentes fractures idéologiques qui peuvent exister au sein du monde de l'agriculture et notamment lorsqu'il s'agit de participer à des mobilisations réunissant exploitants agricoles et ouvriers agricoles. Ainsi, partant de leur point de vue, nous avons pu revenir sur les différentes mobilisations qui ont pu avoir lieu autour du Mercosur, mais surtout sur le travail politique qui leur semble nécessaire de mener afin de construire un rapport de force qui nous permette de réfléchir autrement aux logiques de production, notamment agricole.

B: Le syndicat de gardiens de troupeaux, c'est un syndicat de salariés : de bergers, vachers, chevriers qui s'est monté en 2019 en Ariège. Il a pour fonction de défendre les salariés face au patronat agricole en général, en tout cas de reposer les lignes de fracture au sein de la production capitaliste rurale. Et surtout, pour réussir à créer du lien, recréer du lien entre les salariés à l'intérieur des zones rurales, c'est un truc qui manque terriblement. Le lien ici, il s'opère sur des choses un peu plus aléatoires, et un peu moins matérialistes que la fracture patrons/employés, c'est une des missions principale qu'on a, notamment aujourd'hui.

ADL : Nous, on a eu l'occasion de rencontrer votre syndicat l'année dernière, lorsque vous aviez organisé une rencontre (Massif Attaque), dans laquelle on a pu réaliser des enregistrements que vous pourrez d'ailleurs retrouver sur notre site internet actualité des luttes. Et il se trouve que, avant de parler de l'actualité de cette année, on avait envie de revenir avec vous sur votre bilan du mouvement qui s'était opéré l'année dernière et des raisons qui avaient justifié de votre participation ou de votre non participation à ce mouvement.

C: Oui, ce mouvement, très clairement, on n'y a pas participé et on a affirmé qu'on n'y participerait en aucun cas. C'est un mouvement qui justement, met bien en perspective le fait que la lutte des classes existe bien en agriculture, contrairement à ce qu'on pourrait penser. Notamment ce qui est véhiculé par la presse ou même par certains militants de gauche qui ont tendance à considérer l'agriculture comme un milieu un peu isolé du capitalisme, enfin de la production capitaliste. Du moins qui séparerait d'un côté les méchants patrons de la FNSEA et des gentils patrons : les gentils exploitants de la Confédération paysanne. Le fait est que les revendications portées, sont surtout sur le niveau de vie des agriculteurs, et beaucoup les normes environnementales et sociales. Ces exploitants ont réussi à obtenir un allègement de toutes ces normes qui est forcément délétère pour le salariat agricole. C'est ce qui justifie qu'en tant que syndicat de salariés, ça n'avait aucun sens qu'on se positionne aux côtés de nos exploiters.

B: D'une certaine manière, c'était peut être une lutte entre certains paysans parce qu'il y a des distensions entre la Confédération paysanne ou la FNSEA, mais qui étaient des problématiques, qui nous, ne nous concernaient absolument pas. Il y a d'une certaine manière, peut être une espèce de lutte des classes, mais entre « le petit capitaliste » et « le grand capitaliste » : c'était une lutte entre des formes de capitalismes différents. Si on avait eu ne serait-ce qu'un petit mot pour des gens qui ne sont pas exploitants, ou des patrons qui viennent se battre pour nos conditions de travail et nos salaires, à la limite, on aurait pu essayer de se rapprocher. Même des gens comme qui se considèrent des patrons de gauche, on ne les a jamais entendu dire un seul mot sur le fait qu'ils étaient bien contents de payer moins de moins de charges sociales et d'arrêter de verser une part de salaire indirect qui nous est dû.

C: On peut dire que les exploitants ont quand même réussi à obtenir un certain nombre, « d'avancées ». Une avancée pour eux, qui ne sont pas des avancées pour le salariat agricole, avec notamment le fait d'avoir obtenu d'être reconnus secteur en tension. C'est ce qui va justifier qu'on facilite le recours à des travailleurs étrangers toujours plus précarisés. On sait déjà que la situation des travailleurs détachés était déjà désastreuse. Aujourd'hui, ce sera encore plus facile d'aller chercher un salariat toujours plus précaire, pour presser toujours plus le citron du travailleur. Et par ailleurs, ils bénéficient aussi donc d'un certain nombre de simplifications. Comme on l'appelle dans la langue de bois néo managériale capitaliste. Mais ces simplifications, c'est surtout des allègements. Le but, c'est de simplifier les démarches administratives pour les exploitants, mais c'est aussi beaucoup moins de protection pour les salariés qui ont déjà des contrats ultra précaires dans ce secteur là.

D: Il faudrait arrêter d'utiliser le terme de mouvement d'agriculteur. C'est un mouvement d'exploitants agricoles. Dans le monde agricole, il y a plusieurs positions vis à vis des moyens de production. Il y a ceux qui les possède, il y a ceux qui en font leur force de travail pour pouvoir vivre dans ce monde là. Le mouvement qu'on aperçoit aujourd'hui, c'est un mouvement d'exploitants agricoles : de propriétaires des moyens de production, et en aucun cas les salariés peuvent s'associer à ce type de mouvements là. Ce qui est encore plus problématique du point de vue médiatique, c'est qu'en termes d'effectifs aujourd'hui, il y a peut être presque 1 million de salariés dans l'agriculture, grosso modo, je donne des chiffres de 2016. Si on prend à la même période le nombre d'exploitants agricoles, c'est deux fois moins. On s'aperçoit qu'on parle beaucoup des exploitants agricoles : dès que ça bouge un petit peu dans le monde agricole, on ne parle que d'eux, et il y a que eux qui sont visibilisés, alors que les salariés agricole qui sont deux fois plus nombreux, on ne les entend pas.

ADL : Vous avez évoqué la question des travailleurs détachés. Vous êtes gardien.ne.s de troupeau. Est ce que vous pouvez nous donner un peu une image de ce que c'est que le monde des salariés agricoles ?

C: La convention collective qui nous concerne, c'est celle des ouvriers agricoles et Cuma. Je sais plus si c'est l'intitulé officiel, l'intitulé exact, mais en gros, c'est ça. Effectivement, il y a un travail saisonnier qui est très important en agriculture et qui est plutôt en augmentation. Sa situation a jamais été brillante, mais il y a une époque où il y avait quand même un peu plus de contrat durable et de CDI. Aujourd'hui, le contrat le plus fréquent, c'est le CDD saisonnier. Donc la particularité de notre renouvelable à l'infini et qui dispense de verser une prime de précarité, donc en fait tu es précaire mais tu n'as pas de prime de précarité. Les contrats TESA, Titre Emploi Service, c'est des contrats qui sont normalement limités à une période de trois mois, comme le CDD saisonnier. Ce sont des contrats qui exonèrent en quasi totalité, ou en totalité, les patrons des cotisations sociales. Donc on est précaires à la fois parce que nos salaires sont généralement pas super. On est payés au smic et en plus de ça, les salaires indirects qu'on devrait pouvoir percevoir sont aussi entamés à travers cette absence de versements de cotisations sociales. Et à ce titre là d'ailleurs, j'ai un peu envie de rappeler que la Confédération paysanne, qui porte beaucoup de revendications qui se prétendent un peu sociales, est exonérée de cotisations sociales au même titre que le reste du patronat agricole. On ne les entend pas beaucoup protester contre ces exonérations là.

B: Sur la question un peu sociologique du travail, il faut quand même dire un truc, c'est quand même un boulot ou le prolétariat est relativement isolé. C'est à dire qu'on se retrouve souvent à travailler seul avec un patron qui va faire un peu office de « collègue de travail », ou en tous cas qui va se prendre soit pour ton collègue de travail, parce qu'il refuse d'être ton patron -parce qu'il refuse symboliquement d'être ton patron- soit qui va se prendre pour ton père. Notamment chez les

apprentis. On se retrouve souvent à travailler seul à seul avec un patron. Des fois on se retrouve, et c'est le cas des gardiens de troupeau, à travailler avec plusieurs patrons. Ce qui permet, de complètement flouter le rapport d'exploitation et de domination. Vu que t'es tout seul face à plein de gens qui sont tes patrons, mais aussi des interlocuteurs directs, parfois des potes, des voisins, ou même des fois des gens qui te logent presque chez eux ou dans une annexe de leur ferme, ou dans une caravane sur leur ferme. Parce que de toute façon, il faut se déplacer de très loin pour bosser. Du coup, les salariés agricole se retrouvent souvent dissous dans une logique patronale. Les patrons ont un réseau qui est très constitué et nous, par contre, pour réussir à définir notre réseau de salariés et réussir à se battre communément avec d'autres gens qui nous ressemblent en termes de conditions matérielles et d'existence, ça demande un peu plus de travail et c'est assez compliqué. Mais c'est aussi le rôle du syndicat, là principalement. Il y a la précarité, mais en plus, il y a l'impossibilité de pouvoir la nommer, parce qu'on est avec des gens qui sont nos patrons. Et on est témoin aussi de leurs galères. Même s'ils ont moins de galères que nous : ils sont bien installés ils ont de la thune, mais en fait ils sont comme tout le monde, ils ont des galères. Ça crée une empathie vers eux plus que vers nos collègues de travail, qu'on ne connaît pas en fait.

C : Pour continuer un peu dans la lignée du point de vue un peu sociologique, on est globalement dans une société où le travail n'a plus beaucoup de sens. Parce qu'il se rapporte à une activité qui est surtout liée à la génération de profits pour des gens dont on est assez éloignés, pour produire des choses qui n'ont pas toujours beaucoup de sens. De fait dans l'agriculture, le rapport à ce qu'on produit est quand même beaucoup plus palpable. Il y a un peu ce côté où, quand tu travailles en agriculture, tu t'attaches au sens, dans une certaine mesure et avec beaucoup de guillemets, tu trouves une certaine satisfaction, en tout cas dans le lien à ce que tu produis. Après il y a des travailleurs très précaires. Chez les gardiens de troupeau par exemple, il y a beaucoup de personnes en reconversion ; qui accorde une grande importance à une forme de rétribution symbolique, c'est à dire qu'ils ne sont pas forcément valorisés par leur employeur, mais ils se disent « Bon, je fais un truc qui a du sens, je fais un truc qui me plaît et c'est pas grave si je dors dans ma bagnole, si je n'ai pas d'eau potable parce que je fais quelque chose qui me plaît. »

Globalement le nombre de syndiqués progresse tous les ans, donc, ça va plutôt dans le bon sens. Mais il y a d'une part des personnes qui ne sont pas forcément issus d'un milieu depuis lequel ils avaient beaucoup de besoins financiers, qui se complaisent dans le fait de faire quelque chose qu'ils aiment. D'autre part, des personnes qui ont déjà subi une telle violence sur le marché du travail et des emplois déjà tellement précaires et tellement peu valorisants qu'ils en arrivent à se dire pareil : « c'est pas grave, je travaille dans des conditions de merde, au moins j'ai l'impression d'avoir une place quand je cherche du travail, j'en trouve. Mon patron, ça peut arriver qu'il me dise que ce que je fais c'est bien. Du moins dans la mesure où j'accepte un peu tout et n'importe quoi et que je travaille comme un fou. » Il y a tout ça qui s'articulent et qui fait qu'on n'arrive pas forcément à toucher tout le monde. Il y a des personnes qui ont le sentiment qu'on se complaît dans une certaine agressivité qui serait un peu gratuite à l'égard de patrons qui sont quand même des pauvres gens qui ne peuvent pas mieux faire alors qu'ils nous ont offert des opportunités formidables de nous épanouir dans la vie. Sauf que dans quelle mesure un travail est épanouissant, quand on n'a pas la main sur son organisation, même quand il n'est pas rémunéré à sa juste valeur. C'est un peu toutes ces questions là qu'on se pose.

ADL : Et vous, vous avez à faire en sorte de visibiliser cette question du salariat agricole ?

B : Oui, c'est une des premières missions qu'on se donne. Par rapport à toutes ces histoires de différence entre travailleurs détachés, travailleurs sans papiers, travailleurs précaires, de toutes les sortes, et la difficulté qu'on a à fournir par exemple, des chiffres un peu carré sur ces trucs là. Le statut de salarié agricole ou le statut de saisonnier ou - le statut de gardien de troupeau - par exemple. On se bat pour qu'il existe déjà, qu'il soit reconnu « légalement », avec des trucs un peu

carrés, parce que le problème c'est que quand on montre des chiffres à des organisations plus officielles comme la MSA, par exemple, avec les accidents de travail dans l'agriculture, on ne prend pas en compte le temps de travail des ouvriers saisonniers. On prend en compte les accidents de travail qu'il y a dans l'agriculture en général, mais pas par branche. Il y a un discours majoritaire, qui est hégémonique, qui dit que l'agriculture, c'est une unité, quelque chose d'indivisible. Ca c'est un truc que nous vendent les patrons agricoles, parce qu'ils veulent continuer à ce qu'on nous considère comme les prolos ou les damnés de la terre et les prolos de la campagne et que du coup on se fout complètement de ce rapport là et ça amène cette hégémonie là. Mais nous on se bat aussi pour exister. Ne serait ce que pour pouvoir créer des statuts et pouvoir avoir des voix sur ce qui nous concerne. Entre nous, c'est à l'échelle d'un département qu'on essaie de recenser les accidents de travail sur une saison, c'est pas des chiffres officiels, c'est des trucs qu'on n'arrive pas à avoir. On a beaucoup de mal à pouvoir demander ça à des administrations publiques à partir du moment où elles mêmes elles ont un discours qui finalement, est un peu idéologique. Qui est celui de considérer l'agriculture comme une et indivisible, avec aucune ligne de fracture en son sein. C'est un travail qu'on essaye de faire. Mais c'est long et fastidieux.

D: Il y a une typologie du patronat agricole. Pour faire simple, d'un côté, le patronat réactionnaire et libéral, type FNSEA ou une coordination rurale. De l'autre côté, un patronat agricole qui est marrant, qui se dit de gauche comme la Confédération paysanne par exemple. Mais on va mettre là dedans à peu près tous les collectifs paysans. Des qu'on te parle de « collectifs paysans » ou de « collectifs de travailleurs paysans », derrière tu as et les petits exploitants et des petits propriétaires, et donc ceux là aussi participent à l'invisibilisation des salariés agricoles parce que leurs intérêts et leurs enjeux, c'est la concurrence avec des gros exploitants. Ils déplacent le curseur de la conflictualité entre petits exploitants et gros exploitants. Et nous, on existe pas là dedans. La conflictualité entre ce qui possède des moyens de production et ceux qui n'en possèdent pas, ça n'existe pas pour eux. Et du coup, ils ont un intérêt dans leur discours à nous invisibiliser, mais eux-même, ils se considèrent même pas, comme exploitants agricoles. Ils veulent se dire paysans. Il y a la création de cette notion, un petit peu hors sol, de cet imaginaire (pas conscient pour tout le monde) . Mais en tout cas le résultat c'est que le salariat agricole, il existe plus. Alors on est obligé, nous, de le faire émerger et de le faire exister en leur rentrant un petit peu dans la gueule de temps en temps.

B: Il y a quelque chose de politique. Il y a beaucoup de petits patrons de gauche dans l'agriculture, de plus en plus d'ailleurs. Des gens qui n'aiment pas forcément ce milieu là et qui, presque à la base, déjà sur des trucs relativement gauchistes, et qui admettent la question de la lutte des classes. Ils continuent à garder le rapport à la lutte des classes et ils veulent continuer à s'inscrire dedans. Mais de fait, ils accèdent à la propriété, et sont toujours dans une lutte de classe, sauf que les deux classes qui s'opposent : c'est la petite bourgeoisie et la grande bourgeoisie. Vu qu'ils veulent continuer à être dans un esprit combatif et un peu de gauche, et dans la lutte des classes. Mais ils font partie de la classe de la petite bourgeoisie. A ce moment là, ils sont bien contents d'arriver dans un milieu où le prolétariat n'est pas constitué suffisamment fort. Nous, par exemple quand on va essayer de dire à ces petits patrons - qui avant étaient bergers et après s'installent, et accèdent à la propriété - qu'on va essayer d'exister avec eux, ils vont nous dire des trucs du genre « on est trop violent parce qu'on reconnaît pas le fait que eux aussi galèrent » Mais eux ne reconnaissent pas qu'ils nous exploitent. Et ça, c'est vraiment un truc qui est compliqué. On nous dit souvent « surtout, ne vous trompez pas de combat. » Les gros méchants, c'est vraiment les grands grands méchants. Le monde rural aujourd'hui, il est pas ce que Marx a décrit il y a longtemps. C'est à dire aujourd'hui le monde capitaliste il est calqué partout pareil, et l'agriculture est imposée. En fait ils sont quand même dans ce truc de dire « les petits contre les grands ».

ADL : J'aurais besoin d'un petit éclairage de votre part sur les enjeux qui sont mis en avant par cette signature du Mercosur.

D: Pour ma part, je vais juste faire une réponse marxiste. Le Mercosur, c'est des traités commerciaux qui ont été négociés par la grande bourgeoisie agricole européenne et la grande bourgeoisie agricole en Amérique du Sud pour établir des échanges et pour faire du profit international. Ça va pas plus loin que ça. Et la réalité pour les salariés agricoles c'est que dans les traités qui sont signés au sein du Mercosur, il n'y a rien sur le traitement social de la main d'œuvre. La question du Mercosur nous, en tant que salarié et d'un point de vue de la structure syndicale, ce n'est pas son affaire le Mercosur. C'est mon opinion. C'est les bases du libre échange et de la mondialisation. C'est ce que met en place le capitalisme, sachant que là dessus, il y a quand même un jeu de dupes qui est fait par la FNSEA : c'est pas uniquement des produits qui vont arriver en Europe, c'est des produits aussi qui vont partir en Amérique du Sud. Donc il y a des gagnants dans l'histoire du Mercosur et il y a des gagnants européens. C'est des trucs qui nous dépassent. Mais effectivement, pour des petits exploitants et des petits agriculteurs et encore plus les petits de gauche, qui eux sont sur une autre échelle. La concurrence entre les gros et les petits, ça c'est leur affaire et c'est leur intérêt. Mais je pense pas que les salariés aient beaucoup d'intérêt à suivre ce type de mouvement là.

B: Le mercosur, qu'est ce que c'est ? Il existe depuis 20 ans, même un petit peu plus. C'est juste un traité de libre échange qui aujourd'hui, est axé sur le fait de baisser encore plus les droits de douane. Ca serait un truc de guerre économique, de guerre industrielle. Mais la guerre c'est toujours pareil, ça sert jamais aux prolos. La guerre, c'est un peu les unions sacrées, les blocs les uns contre les autres et on oublie les tiraillements internes, et on oublie la lutte des classes, quand c'est la guerre. Et c'est pour ça qu'on ne veut pas totalement y aller, on veut pas y aller du tout. La possibilité pour des gens, qui produisent de la viande à l'autre bout du monde - avec des coûts bien inférieurs - peuvent inonder le marché européen, encore plus que ce qu'il ne l'est. Parce qu'en réalité, c'est pas - d'un coup le Mercosur arrive, et il y a l'ouverture des frontières - c'est un processus très, très long et ça fait longtemps que ça existe. En contrepartie, l'Europe, dans son ensemble – pas la France pour le coup – mais l'Europe dans son ensemble, elle est plus sur une puissance industrielle, ou de service et elle a intérêt aussi pour exporter son industrie, à signer ces trucs là, parce qu'elle y gagne à exporter son industrie en sacrifiant une part de son agriculture, plutôt qu'en la préservant. Elle est « beaucoup moins rentable » Ici, un troupeau de 10 000 vaches, ça n'existe pas. Ici tu as des troupeaux de 200 vaches à tout péter. Effectivement, c'est ce qui se passe, leur production est sacrifiée sur l'autel de l'exportation des industries de l'Europe. Ça coûte moins cher d'importer des bœufs qui viennent d'Amérique latine, plutôt que de subventionner une agriculture -qui coûte trop cher- et qu'on essaie de préserver pour ne pas faire s'effondrer des pans de la société telle qu'elle est constituée. Mais par contre, économiquement, et purement économiquement, c'est rentable. C'est des traités qui sont gérés par des économistes ou par les très, très gros capitalistes ou de très, très gros paysans. Soit dit en passant, les très gros paysans sont très contents, parce qu'ils ont déjà des monopoles européens, et sont très contents de pouvoir commencer à exporter à moindre coût un peu partout et de plus en plus dévaloriser complètement la qualité du travail. En fait, de manière transversale, il n'y a pas de problème de parler sur le Mercosur. Nous, on voudrait parler des conditions de travail des mecs qui sont là bas. Et on voudrait parler de nos conditions de travail. On voudrait demander, à quel moment est ce que nos conditions de merde, et leurs conditions de merde, sont liées par un système d'exploitation et de domination qui est régi par le capitalisme. Et ça, c'est intéressant. Ça, c'est un truc qu'on essaie d'amener, mais en l'état, la question sur une imposture : à savoir si on arrête de faire la guerre à nos patrons parce qu'il faut qu'on soit tous ensemble pour défendre la souveraineté de la France par rapport à la souveraineté d'un autre pays. C'est la même que dans toutes les guerres. Quelles soit économiques ou pas : on va faire l'union sacrée, on va arrêter de se battre entre nous, ou de voir les lignes de tensions internes, qui sont en gros la lutte des classes, on revient toujours à ça. En fait, c'est tristement répétitif, mais c'est une douille qui est

relativement classique.

C: Il y a aussi des questions d'écologie qui sont mises en avant. A partir du moment où ce n'est pas le capitalisme que tu dénonces, ça donne le sentiment que tu es persuadé qu'il peut y avoir un capitalisme vertueux, un capitalisme vert, etc... Comme si les besoins d'expansion du capital pouvaient se brider eux même au profit d'une production qui serait vertueuse.

C'est pas comme ça que fonctionne le capitalisme, c'est complètement illusoire. Et les positions de gauche qui consiste à dire qu'on va laisser survivre les petits paysans parce que ce serait des producteurs vertueux. Elles invisibilisent encore une fois le salariat agricole. C'est à dire que l'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage là, comme dit l'expression. Il y a des syndicats, par exemple, qui se retrouvent à militer aux côtés de la Confédération paysanne contre la grande industrie, parce qu'on soutient les producteurs vertueux contre les méchants grands capitalistes. L'enjeu de l'écologie, c'est quand même à un moment donné, de reprendre la main sur la production pour décider collectivement de ce qu'on produit, et de comment on le produit. Il n'y a que comme ça que la production pourra être vertueuse et pourra être moins dégueulasse pour la planète et pour l'humanité. Si on veut reprendre la main sur la production, il faut arrêter de flouter complètement les rapports de classe et désigner les choses telles qu'elles sont, observer les rapports de production : qui possède le capital qui ne le possède pas, qui produit la valeur, c'est les travailleuses et les travailleurs. Et donc, par exemple, même si on ne cautionne pas spécialement le modèle de production qui est mis en place dans la grande industrie agroalimentaire, notre enjeu aujourd'hui, c'est de protéger le salariat agricole, mais aussi agro-industriel. Il faut favoriser la construction d'une conscience de classe pour qu'à terme, ce soient les travailleuses et les travailleurs qui puissent reprendre en main la production et contrôler son organisation. Décider ce qu'on produit et comment on le produit. L'outil industriel en lui même, n'est pas forcément à foutre à la poubelle. Il y a un moment où il va falloir continuer à satisfaire des besoins qui sont de plus en plus importants. Donc juste dire en gros toute l'industrie, c'est de la merde, ça n'a pas de sens. Il y a évidemment tout un tas de d'organisations productives qu'il faut remettre en question et qu'il faut critiquer. Et ces critiques là, elles sont tout à fait valables. La question, c'est quelle suite on donne à cette critique et comment on reprend en main cette production ? Juste dire les gros sont des méchants, les petits sont des gentils et on va forcer le capital à revenir à la raison. C'est des vœux pieux qui ne sont pas, selon nous, très réalistes.

ADL : Comment est ce que vous vous placez au sein de ce monde politique là ? Avec qui, par exemple, vous avez l'habitude de travailler, et avec qui vous aimeriez bien travailler ? Ce serait quoi pour vous les perspectives à mettre en avant et à essayer de faire vivre dans ce monde agricole qui n'est pas dénué de conflictualité ?

B: Nous, on veut travailler avec tous les prolétaires contre les patrons pour la révolution mondiale.

C: Je pense qu'il y a des connexions à construire de manière indispensable avec l'ensemble du salariat qui participe à la production alimentaire. Donc déjà rassembler les ouvrières et les ouvriers agricoles, quel que soit le secteur de production, les rapprocher des salariés aussi de l'agro-industrie. Et puis il y a aussi tout un enjeu autour de la précarité et des chômeurs. Parce qu'il y a beaucoup de travailleuses et travailleurs, précaires qui peuvent aussi créer du lien. Alors là, on sort un peu de la question de la production agricole, mais on peut créer du lien aussi entre tous les précaires qui sont de plus en plus nombreux dans tous les secteurs, notamment sur tout ce qui concerne le travail saisonnier. Et là, pour prendre de l'ampleur, il va falloir se rapprocher et donc là, je pense aussi aux camarades des comités chômeurs, à la CGT par exemple. Mais on pourrait prendre beaucoup d'autres exemples.

D: On va pas faire de village de Schtroumpfs avec la Confédération paysanne. C'est pas l'objectif.

B: Nous de toute façon, on est un syndicat, on est affilié à la CGT, on est à la FNAF, la Fédération Nationale de l'Agroalimentaire et des Forêts, qui est une fédération de la CGT. On essaye un peu de naviguer avec d'autres gens qui sont un petit peu concomitants à nous, à l'intérieur de ce truc là. On essaye déjà de se réunir à partir de là où on est, pour aller jusqu'au plus gros, c'est à dire les ouvriers agricoles, les ouvriers de l'agroalimentaire, puis les ouvriers en général, et pas que les ouvriers. Mais les patrons dans l'agriculture, par exemple, ils embauchent aujourd'hui, pas forcément toujours des ouvriers agricoles et pas forcément des ouvriers d'ailleurs. Ouvrier, c'est notre catégorie, mais c'est pas forcément un truc. C'est à dire, il y a des profs dans des centres de formation agricole, il y a des secrétaires, et des agents pénitentiaires partout. Dans les chambres d'agriculture, ou les salariés de banques par exemple. C'est tout un secteur qui bouffe, sur l'agriculture et pas uniquement juste des gens qui ont les mains dans la merde. Enfin, ils ont les mains dans une autre sorte de merde, quoi. Ça, c'est embryonnaire aussi. Localement, on essaie de se rapprocher par exemple d'autres gens qui sont saisonniers, pas du tout dans l'agriculture, justement. Ça rejoint ce que disait C sur les collectifs de chômeurs, d'essayer de relier les gens, sur la précarité inhérente au travail parce qu'on fait parler de son chômage et parler de ces moments de chômage en dehors du travail, c'est parler de son travail parce que ça soit le chômage est régi par le travail. Effectivement aujourd'hui on peut penser le truc par là : c'est quoi notre dénominateur commun ? C'est notre précarité et c'est notre chômage. Et le fait qu'on n'a pas le chômage ou qu'on a du mal à l'avoir. Et quand on l'a, on se paye pas trois cacahuètes, quoi. Il y a tellement de boulot à faire, ne serait ce que chez les bergers. Rien qu'au niveau des gardiens de troupeau, le taf ! Il y a beaucoup de syndiqués en France et il va y avoir un peu plus de monde. Plus une centaine, entre 100 et 150 berger.e.s en France. Alors que ça fait environ 4 ans que le truc il existe vraiment. Sur le nombre de berger ou de vachers qui existe en France, c'est une très grosse proportion, en réalité de l'ordre de 10 %, à peu près. Rien que là il y a encore beaucoup de travail qui reste un peu inhérent, juste aux gardiens de troupeaux. Qu'on ait toutes les envies du monde, de la révolution mondiale, prolétarienne et tout, mais bon, on part de là où on est. Nos leviers, il faut le dire - même si on a envie d'être très offensifs - sont beaucoup défensif. Il y a des leviers qui sont intéressants. Se mettre en grève, c'est assez compliqué dans notre secteur, On aimerait bien, mais c'est un peu un rêve absolu qu'on puisse mener une grève générale de bergers. Il y a d'autres choses comme par exemple, les prud'hommes. Réussir à envoyer des campagnes entières de Prud'hommes pour vraiment commencer à foutre la trouille à tout le monde. On se réapproprie le droit du travail. Les textes, finalement, on les connaît. « Vous pensez qu'on ne les connaissez pas ? Mais en fait on les connaît. » Casser cette espèce de rapport de subordination un peu symbolique, et l'empathie pour les gens qui vous exploitent. Commencez à comprendre qu'ils nous exploitent, et pouvoir commencer à les attaquer. C'est un truc qui est en train de se faire, qui existe de plus en plus. A travers la défense des salariés agricoles et du coup les bergers et des vachers, continuer à fédérer. Mais step by step, comme disent les connards qui font des anglicismes.

ADL : Ce qui est intéressant dans votre discours, c'est que vous l'articuler autour de la place que vous avez au sein des rapports de production et non pas spécifiquement en fonction du domaine de production.

C: Oui, bien sûr. C'est ce qui découle complètement de notre lecture de la situation à travers la question de la lutte des classes. De toute façon, avec le travail aujourd'hui, on peut être dans des luttes défensives et essayer de se protéger les uns les autres, les unes les autres, au maximum en étant solidaires, en essayant de peser dans le rapport de force et de signifier à nos employeurs qu'ils n'ont pas tous les droits sur nos corps et sur nos vies. Ça, c'est une chose, mais arrive un moment où il faudra qu'on ait constitué des forces suffisantes où on pourra pas continuer à se contenter de dresser le bouclier quand il faut dresser le bouclier. Il y a un moment où il va falloir soulever ce qui nous envoie des tombereaux de merde sur la gueule. Et donc il va falloir remonter à la racine et remonter à la racine, ça demande des travailleuses et des travailleurs qui sont soudés, qui sont unis,

qui sont conscients de leur place, de leur rôle, du pouvoir qu'ils représentent. Ce qu'on veut, en vérité, c'est quand même nous - les travailleuses et les travailleurs - qui produisons tout ce qui nous nourrit, tout ce qui nous permet de nous vêtir, etc... Donc on a cette force, on a cette puissance. Maintenant, il nous appartient de signifier à tous nos comparses et compères, que cette force, elle existe, qu'on peut la déployer et que le travail nous appartient en fait et que la production nous appartient. Et le jour où on arrive à transformer ça, je pense que ça foutra vraiment le bordel. Et on pourra espérer construire complètement autre chose.

B: Et réenchanter. Alors j'aime pas « réenchanter », c'est encore un mot de connard, mais réenchanter ce qu'on fait, car c'est quelque chose qui vous tient à cœur. On veut le faire mieux et on va le faire bien. Et je pense que c'est le cas de beaucoup de gens. Les gens aiment pas mal faire les choses, on a le droit de pouvoir aimer ce qu'on fait, et en même temps, critiquer les gens qui nous font faire ce travail. Parce qu'il nous le font faire d'une manière qu'on aime pas. Recommencer à aimer ce qu'on fait. Et arrêter d'être blasés. Et je pense que les gens qui viennent dans le syndicat ont envie de continuer à aimer ce boulot, mais ils ont pas envie de l'aimer à travers la validation de la personne qui leur dit comment il faut faire, et qui possède les moyens de production. Et plutôt la validation collective, à nous c'est de parler du fait qu'on connaît vraiment le boulot. Se réapproprier le travail, pas que comment on le fait, mais comment on le pense.

C: Le fait de centrer nos réflexions sur les rapports de classe, et tout ce qu'ils peuvent générer aussi en termes de perspectives, ça nous empêche pas, bien sûr, de tenir compte de bien d'autres rapports de domination qui font aussi partie de notre vie quotidienne et de notre rapport au travail. Et je pense par exemple à toutes les violences racistes, aux violences sexistes et sexuelles, aux violences que subissent toutes les personnes qui sont considérées comme trop faibles. Donc, il y a aussi toutes ces questions là sur lesquelles on a du travail. Donc autant dire qu'on a quand même beaucoup de travail ! Centrer notre regard sur les rapports de production, ça n'efface pas, bien évidemment, tout un tas de luttes qu'il faut mener aussi en même temps.

ADL : Si on regarde bien le discours qui a été porté véritablement dans les médias, finalement au delà d'un « bien produire », qui est finalement une notion un peu floue dans laquelle on ne sait pas quelles vont être, par exemple, les conditions du salariat agricole qui va produire, c'est aussi le patrimoine de la France, son agriculture. Et il y avait un espèce de petite atmosphère un peu patriotique.

B: Avec cette polémique autour du Mercosur, finalement, les paysans vont sortir d'une certaine manière - même s'ils disent qu'ils sont les victimes absolues - ils vont sortir grandis totalement, comme les défenseurs de la souveraineté du terroir et de la souveraineté de la France en général. En plus, il y a une imposture de base qui est terrible parce qu'en fait, ils ont absolument tout à gagner à ce qui se passe, c'est à dire que la FNSEA, par exemple, qui se regroupe : les grands patrons et les grands régisseurs du mouvement. Première option le Mercosur ne passe pas : heu bon, à priori, ça va passer. C'est quand même parti pour ça. Mais si le truc qui ne passait pas. Les agriculteurs auraient été, et seront les grands défenseurs des paysans, et notamment les paysans de la FNSEA, enfin - les agriculteurs de la FNSEA. Les grands négociateurs auraient été « les défenseurs ». Comme le bouclier de la France par rapport aux puissances étrangères et tout du coup, y aurait une assise qui serait encore plus forte, encore moins de remise en question de la paysannerie. Il y a quand même des forces vives, chez tous les milieux d'agriculteurs, ils vont quand même essayer de dire 'oui, ça passe, mais à quelles conditions ?'. Et là on rentre dans ce qu'ils savent très bien faire, c'est la négociation. En fait, ils vont revenir en disant « Ah ben on n'a rien pu faire. Le truc a été signé mais en contrepartie, on a réussi à avoir une des régulations supplémentaires sur les produits phytosanitaires, sur les normes environnementales, sur les normes sociales et donc dans tous les cas, il y a quelque chose de gagner. » Il n'y a aucune des options sortantes de cette négociation du

Mercosur, où les agriculteurs ne s'en sortent pas. Toutes les options sont des options gagnantes.

C: Pour faire passer l'accord, le gouvernement et les lobbies de l'agro-industrie disent « allez, on le fait passer, et puis en contrepartie, on pourrait faire bosser des gens pour 400 balles par mois » par exemple. C'est quelque chose qui peut éventuellement sembler imaginable si les travailleuses et travailleurs agricoles se montrent pas forts et résistants en la matière. Donc ça pourrait très bien passer sans forcément être si grave que ça d'un point de vue économique, même si je crois que globalement, c'est quand même pas souhaitable. Mais les exploitants agricoles pourraient « trouver cette parade là ». Et on a vu beaucoup sur les ronds points, « notre faim sera votre fin ». Donc effectivement, en terme d'image, il y a ce truc où les agriculteurs aime à rappeler que c'est eux qui nous nourrissent. En soit, c'est l'agriculture qui produit ce qu'on mange effectivement. Et ca, c'est des militants de la FNSEA qui ont affiché ce genre de truc. C'est vraiment la preuve d'une méconnaissance totale du fonctionnement du capitalisme à l'ère mondialisée. Dans l'absolu, on peut très bien produire un tas de trucs de manière ultra industrialisée aux quatre coins du globe et ne pas du tout crever de faim. C'est à dire que leur faim ne sera pas forcément notre fin. Par contre, ce sera un désastre écologique et on va bouffer de la merde et ce sera désastreux pour beaucoup de travailleuses et travailleurs. Ce slogan là, il est d'une naïveté terrible. Et en plus il y a des gens issus du syndicat qui défendent l'ultralibéralisme et les échanges qu'en fait jusqu'à présent les traités de libre échange quand ça les arrangeait eux, ils avaient absolument rien contre. C'est quand même assez délirant.

B: J'ai trouvé une phrase qui illustre hyper bien ce truc là. « La ruse de la FNSEA est de maintenir sous le vocable unitaire des intérêts antagonistes du monde agricole alors qu'elle ne représente que les dominants et les patrons de l'agriculture » La FNSEA se base sur des gens qui effectivement sont, « en voie de précarisation ou en voie de prolétarianisation ». Et ça, c'est vrai, il y a un peu ce truc là aussi à l'intérieur du mouvement. Mais le réflexe des petits patrons agricoles, et qui adhèrent à la FNSEA aussi, le réflexe est de réussir à redevenir un peu des gros pour ne jamais être des petits. La FNSEA essaye de structurer entre des bases qui sont très énervée pour des raisons qui ne sont pas du tout celles pour lesquelles les cadres dirigeants de la FNSEA se battent. Ils sont en bourse ces gens là. Par contre ils structurent complètement des antagonismes à l'intérieur même de leur organisation. Pour ramener à cette espèce de naïveté de dire « votre faim sera notre fin ». En fait, non, ce n'est pas vrai, les gros vont continuer à exister, effectivement. La grosse connerie, c'est que l'hégémonie politique et culturelle, fait croire à plein de petits qu'ils pourraient recommencer à être des gros, ou à être des plus gros, alors qu'en fait ils vont se faire douiller comme les autres. Par contre, en attendant, ils restent du mauvais côté de la barrière. Notre rêve à nous, c'est de dire : « On est un syndicat d'ouvriers. Maintenant on livre le truc. Et vous, ne vous inquiétez pas, nous, on a compris comment on allait gérer la production, tu vois ! Maintenant arrêtez de croire aux conneries qu'ils vous racontent les mecs de la FNSEA, les gros là, venez avec nous, filez nous un bout de vos parcelles, un bout de vos trucs, on collectivise le machin. Et puis on y va ensemble quoi. » Et en fait non, leur réflexe à eux, il est aussi idéologique dans une espèce d'opposition aussi ruralité/ville. Ils voudront jamais être du côté des ouvriers gauchistes.

D: Il y a quand même une donnée importante dont il faut parler, c'est que tout le patronat agricole français n'a pas attendu le Mercosur pour agir sur les normes. La destruction des normes sociales et environnementales en agriculture, c'est un long travail qui a démarré dans les années 60. Si on prend 99, c'est la première fois qu'on invente le terme de 'travailleur occasionnel' en agriculture. C'est quelque chose qui te permettait d'avoir des exonérations de charges, de cotisations patronales sur l'embauche d'un travailleur occasionnel. Et quelques années plus tard, on a créé le TESA. Pareil, un nouveau contrat de travail qui permet d'embaucher des salariés en étant pas « contraint » - ca, c'est le vocabulaire des agriculteurs eux-même. N'étant pas contraint de subir toutes ces normes sociales infâmes qui obligent par exemple signer un contrat de travail, normal. Par rapport à tout le patronat des autres secteurs économiques du pays, le patronat agricole bénéficie

déjà, depuis longtemps, d'un émiettement des normes sociales et des normes environnementales. L'utilisation des pesticides, c'est la même chose. C'est très curieux de les entendre parler de normes parce qu'en fait en France les normes sont grignotées depuis très longtemps. Et là, je reviens sur la Confédération paysanne qui parle de ça aussi. Mais j'aimerais bien les entendre, se révolter contre l'acceptation de ce type de privilèges. Aujourd'hui un employeur de la Confédération paysanne, se satisfait tranquillement de l'émiettement des normes sociales dans le monde agricole.

ADL : Justement, pendant que tout ce bruit était fait sur la question du Mercosur, d'autres enjeux étaient mis en silence, en sourdine, et des enjeux qui pour le coup, vous concernent plus directement ?

C : Oui, alors en fait, on a réussi à engager des négociations nationales autour des conditions de travail des gardiennes et des gardiens de troupeaux. Une convention collective nationale a été signée en 2021. On a : des négociations en territoires. Et comme à travers ces négociations en territoires, on a réussi à se mobiliser de manière assez significative, on a réussi à obtenir aussi, l'ouverture de négociations à l'échelle nationale pour encadrer les conditions de travail de toutes les gardiennes et gardiens de troupeaux. On est sur les deux terrains à la fois parce que, en attendant d'obtenir un texte national qui soit intéressant pour tout le monde, il faut qu'on continue à défendre les « avantages ». En tout cas les conquies qu'on avait réussi à arracher en territoire. Ces négociations ont lieu en même temps. Depuis la mobilisation des agriculteurs, quasiment à chaque fois qu'on est en dialogue avec la FNSEA qui, pour le coup, est notre seul interlocuteur dans ces négociations puisque c'est le syndicat patronal majoritaire. La discussion démarre tout le temps par « c'est pas facile pour nous en ce moment. » Voilà donc ça chouine. Partant de là, tous les prétextes sont bons pour annuler les négociations, les reporter... Nous proposer des négociations qui auraient lieu exclusivement visio. A quel moment ça peut être satisfaisant de négocier sur des enjeux aussi importants en visio avec beaucoup d'interlocuteurs à la fois, déjà que la prise de parole n'est pas toujours simple quand on est en présence les uns des autres. La mobilisation des agriculteurs est instrumentalisée pour mettre en scène la fragilité et la faiblesse des personnes qui nous exploitent. D'autre part, ils nous faire comprendre que nos conditions de travail ne sont pas prioritaires.

B : Ils ont des problèmes pour payer la maison à crédit que l'état leur a payé à moitié parce qu'ils ont des crédits de malades. Moi, il y a quelques années, mon voisin à la montagne a chopé la gangrène. « Bon bah écoute, désolé pour le Mercosur mon pote » Pour parler de concret, entre un mec qui n'arrive pas à payer les traites de son énorme baraque, parce que c'est sa troisième, et qu'il ne sait pas comment faire, il faut bien qu'il fasse un gîte, ou une ferme pédagogique... et toi à côté tu parles de ton pote qui a perdu un orteil parce qu'il a la gangrène, parce qu'il a pas pu descendre à temps.

ADL : On arrive donc au terme de cette émission et à ce titre là, je vais vous demander à chacun et chacune si vous avez un mot de la fin, quelque chose à rajouter, un mot de la fin très bref

B : Syndiquez-vous, syndiquez-vous ! rejoignez-nous !

Pour retourner ce que disent les patrons : « Vous trompez pas de combat ! » Le combat, c'est nous. Syndiquez-vous, ou pas forcément, peut être, je ne sais pas, mais on se bat ensemble. Rejoignez nous !

C : Les autres ouvriers et ouvrières agricoles sont les bienvenus. Travailleurs étrangers bienvenus, tout le monde est bienvenu. Contactez nous, n'hésitez pas.

D : Tout pouvoir aux patres !